COLLOQUE INTERNATIONAL

APPEL A COMMUNICATIONS

Le massacre de Pya-Hodo en pays kabiyè (Nord-Togo), 60 ans après. Les leçons d'un passé qui ne passe pas !

Argumentaire

Contexte et justification

Le 21 juin 1957, il y a 60 ans, à Pya-Hodo, en pays kabiyè, la population profita de la visite de la mission des Nations Unies, conduite par le Libérien King, pour exprimer son rasle-bol contre l'Administration coloniale française au Togo. Face à l'opposition des villageois à un mandat d'arrêt contre un certain Bouyo Moukpé, la troupe coloniale (gendarmes et gardes-cercle), sur ordre de l'adjoint au commandant de cercle, tira sur la foule réunie au marché. Ce fut un massacre ! On déplora une vingtaine de morts et plusieurs blessés (Gayibor 1997: 215). La mission n'a eu d'autres moyens que de déplorer l'incident lié à la situation politique de l'époque qu'elle qualifia de tendue, d'acerbe et de meurtrière. Alors qu'on croyait la région acquise à l'administration française, on découvrit que les victimes étaient des manifestants favorables à l'indépendance immédiate du Togo, une position défendue par le parti du Comité de l'Unité Togolais (CUT) et la Juvento (Tcham 1994 : 203). Presque un an après cette répression, plus précisément le 27 avril 1958, à l'instar de la majorité des Togolais, les habitants de cette région ont préféré l'indépendance à l'autonomie interne. Plus tard, au temps du parti unique RPT, en mémoire de tous ceux qui sont tombés sous les balles du colonisateur français, ce 21 juin 1957, une stèle, de marbre blanc, fut érigée à Pya-Hodo, avec l'inscription suivante : "Ils sont morts pour que vive le Togo". Ces mots introduisent les noms de la vingtaine de victimes de ce massacre et rappellent la lutte menée par les peuples togolais pour se libérer du joug colonial.

Cet événement, douloureux et sanglant, n'a pas été particulier à Pya-Hodo. En effet, à Vogan, à Mango, ainsi qu'ailleurs à l'échelle du territoire et en Afrique, pendant toute la période coloniale, les Togolais et les Africains ont dû affronter, avec détermination, des répressions de ce genre, à chaque fois qu'ils ont voulu manifester leur résistance contre la politique coloniale. Ces différentes formes de résistance ont cumulé leurs effets et permis ainsi l'accession des colonies d'Afrique à la souveraineté. Quelles sont les différentes formes de résistance, de dissidence et de lutte manifestées par les peuples africains au début de la colonisation et qui se sont amplifiées à compter des années 1930, pour se radicaliser partout après la Seconde Guerre mondiale ? Comment les pouvoirs coloniaux s'y sont-ils pris pour tenir en respect les populations en révolte ? Quel souvenir la mémoire collective a-t-elle conservé de ces répressions coloniales? Aussi, par quel processus, grâce à quels acteurs et par quels moyens les territoires colonisés d'Afrique ont-ils réussi à conquérir leur émancipation ? De même, quels efforts les dirigeants des jeunes Etats ont-ils déployés afin de répondre aux immenses

aspirations des peuples tout en gérant l'héritage colonial, qu'il s'agisse des questions liées à la diversité ethnique, aux frontières et au développement économique ?
Autrement dit, quelle lecture peut-on faire de la gestion économique, sociale, culturelle et politique des territoires jadis colonisés ?

C'est pour répondre à ces questions que le présent colloque est organisé. A travers le prétexte de la répression coloniale de Pya-Hodo (au Nord-Togo) du 21 juin 1957, ce colloque veut revisiter la problématique des luttes anticoloniales en mettant en exergue les traumatismes causés par les répressions au sein des populations victimes. Ce sera également l'occasion de questionner la notion de « passés qui ne passent pas », tant les souvenirs demeurent encore vifs au sein des communautés qui ont enduré le martyr. Il s'agira aussi d'analyser de pareils cas dans d'autres espaces, que ce soit dans les territoires français, britanniques ou autres. Enfin, il sera question d'interroger la façon dont sont gérés les Etats africains, plus de cinquante ans après les indépendances.

Les organisateurs invitent les chercheurs de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, à soumettre des propositions de communication originales s'inscrivant dans l'un des sept axes non exhaustifs suivants :

Axe 1 : Méthodologie et problèmes des sources de l'histoire des résistances et des luttes pour l'indépendance ;
Axe 2 : Les passés qui ne passent pas ou les traumatismes de l'histoire et la problématique des commémorations en question;
Axe 3 : Acteurs de la lutte pour l'indépendance : stratégies et résultats ;
Axe 4 : Méthodes de répression des mouvements de revendications de l'indépendance;
Axe 5: Partisans et opposants de l'indépendance immédiate : les acteurs et les arguments en présence ;
Axe 6 : L'accession à l'indépendance, du rêve à la réalité ;
Axe 7 : Les défis (économiques, sociaux, culturels et politique) de la gestion des pays postcoloniaux d'Afrique.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée aux témoins du massacre de PyaHodo pour partager avec les participants, leurs versions des faits.

Organisation du colloque

Le colloque est organisé par le Département d'Histoire de l'Université de Kara. Il se tiendra à l'Université de Kara, **du lundi 2 au mercredi 4 octobre 2017**. Les personnes souhaitant présenter une communication à ce colloque sont priées d'envoyer un CV succinct et un résumé de 300 signes en français ou en anglais avant le 1er mars 2017. La sélection des propositions retenues sera faite par un comité scientifique et les réponses seront envoyées aux auteurs le 31 mars 2017 au plus tard.

Frais d'inscription et de participation : Enseignants-chercheurs: 25 000 FCFA/Etudiants : 10 000 FCFA

Les conditions matérielles d'organisation du colloque seront précisées ultérieurement. En tout état de cause, en raison de l'insuffisance de moyens des structures d'appartenance des

organisateurs de cette manifestation scientifique, il sera probablement demandé aux participants de se prendre en charge, voyage et/ou séjours compris, ou, à tout le moins, une participation dont le montant sera fonction des fonds que les organisateurs seront en mesure de mobiliser auprès des organismes de financement de ce genre de manifestation.
Les langues du colloque seront le français et l'anglais.

Les communications, d'une longueur maximale de 60 000 signes ou 10 000 mots (espaces, notes et bibliographie compris), seront évaluées par le Comité scientifique. **A cet effet, elles devront être envoyées au Secrétariat du Colloque avant le 31 mai 2017 aux adresses suivantes :** ekouzan2001@yahoo.fr ; jotsigbe@gmail.com
Lors du Colloque, les communications retenues feront l'objet d'une présentation de 15 minutes en *Power point*.

Comite d'organisation

Komlan KOUZAN, Maître de Conférences, Histoire, Université de Kara ;
Bammoy NABE, Maître de Conférences, Histoire, Université de Kara ;
Koffi Nutefé TSIGBE, Maître de Conférences, Histoire, Université de Lomé ;
Essohanam BATCHANA, Maître de Conférences, Histoire, Université de Lomé ;
Koffi Amouzou SOSSOU, Maître de Conférences, Histoire, Université de Kara ;
Komla ETOU, Maître de Conférences, Université de Lomé ;
Kuwédaten NAPALA, Maître de Conférences, Histoire, Université de Kara ;
Nakpane LABANTE, Maître de Conférences, Histoire, Université de Kara. Ilaboti DIPO, Maître-assistant, Histoire, Université de Kara.

Comité Scientifique international

Président d'honneur : Prof. Komlan SANDA, Président de l'Université de Kara

Vice-président d'honneur : Prof. Adama KPODAR, Vice-président de l'Université de Kara

Membres :

Prof. Théodore Nicoué Lodjou GAYIBOR**,** Université de Lomé ;
Prof. Adovi N'buéké GOEH-AKUE, Université de Lomé ;
Prof. Kodjona KADANGA, Université de Lomé ;
Prof. Essoham ASSIMA-KPATCHA, Université de Lomé ;
Prof. Koffi Badjow TCHAM, Université de Lomé ;
Prof. Thiou Komla TCHAMIE, Université de Lomé ;
Prof. Benjamin Kokou ALONOU, Université de Lomé ;
Prof. Agrégé Kako NUBUKPO, Université de Lomé ;
Prof. Willy BATENGA, Université de Ouagadougou ;
Prof. Simon-Pierre EKANZA, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan ;
Prof. Sylvain AGNINIKIN, Université d'Abomey-Calavi ;
Prof. Moustapha GOMGNIMBOU, Directeur de Recherches à Ouagadougou ;

Prof. Hugues MOUCKAGA, Université Omar Bongo ; Prof. Alexis Mengue M'OYE, Université Omar Bongo ;
Prof. Scholastique DIANZINGA, Université Marien Ngouabi ;
Prof. Jean-François OWAYE, Université Omar Bongo ;
Prof. Dominique NGOÏE-NGALLA, Université Marien Ngouabi ;
Prof. Jérôme ALLADAYE, Université Abomey-Calavi ; Prof. Ousséyinou FAYE, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar ; Prof. Akoété AMOUZOU, Université de Kara.